Société Nationale d'Investissement du Cameroun
Cameroon National Investment Corporation

Yaoundé, le 24 NOV 2026
Yaounde, on the

AVIS D'APPEL D'OFFRES

CONSULTATION N°006/DC/SNI/CIPM/26
POUR LE SUIVI ET L'EXPLOITATION DU POSTE DE CONTROLE DE SECURITE (PCS) DE L'IMMEUBLE SIEGE DE LA SOCIETE NATIONALE D'INVESTISSEMENT (SNI) POUR LES EXERCICES 2027 & 2028

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution du projet cité en référence, le Directeur Général de la SNI lance une consultation pour l'exécution des travaux de suivi et d'exploitation du Poste de Contrôle de Sécurité de l'immeuble siège de la SNI

2. Consistance des prestations

La mission du Prestataire consistera à l'exécution de toutes les tâches relatives au suivi et à l'exploitation du PCS des installations techniques de l'Immeuble SNI en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes pendant les périodes d'activité et d'inactivité.

Cette mission sera précédée d'une visite permettant d'établir l'état général des équipements et faire appliquer en conséquence les consignes définies par le fabricant ou l'entreprise chargée de la maintenance de l'équipement concerné en vue d'assurer :

- la surveillance de tous les équipements inventoriés sur site ;
- la diffusion des alarmes et des alertes ;
- la demande d'intervention en application des consignes spécifiques.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises ayant une expérience dans le domaine concerné, disposant des agréments et qualifications nécessaires et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le budget de la SNI des exercices concernés sur la ligne d'imputation budgétaire N°6436503000.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est hors ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au secrétariat de la Direction des Affaires Générales sis au 1er étage de l'immeuble siège de la SNI à Yaoundé à la porte 129, Tel : 222 22 44 22, Fax : 222 23 13 32, e-mail : sni@sni.cm aux heures ouvrables dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être consulté et retiré au secrétariat de la Direction des Opérations Immobilières
(porte 802) de l'immeuble siège de la SNI à Yaoundé, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinquante mille (50 000) francs CFA dans le compte BICEC intitulé « Compte Spécial CAS-ARMP ».

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de FCFA 33 000 000 pour une période de vingt-quatre (24) mois.

9. Cautionnement de soumission

Le Montant de la caution est fixé à **CENT CINQUANTE MILLE (150 000) FRANCS CFA. Pour être valable, ladite caution dûment timbrée devra être accompagnée du récépissé de dépôt délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).** L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.
Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.
Les offres présentées en sept exemplaires dont un original et six copies marquées comme tels devront être déposées au secrétariat de la Direction des Opérations Immobilières (porte 802) de l'immeuble siège de la SNI à Yaoundé), au plus tard le 17 DEC 2026 **à 14 heures** sous enveloppe scellée adressée au Maître d'Ouvrage et portant uniquement la mention :

« Consultation N°...../DC/SNI/CIPM/26
pour le suivi et l'exploitation du Poste de Contrôle de Sécurité
de l'Immeuble Siège de la SNI.
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

11. Ouverture des plis

Les offres seront dépouillées le 17 DEC 2026 **à 15 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés de la SNI dans la salle de réunions 721 (7ème étage) de l'immeuble siège de la SNI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. AB

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la Demande de Cotation ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivants :

Critères éliminatoires	Critères essentiels
1. Non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ; 2. Absence du cautionnement de soumission ; 3. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification de pièces ; 4. Non-respect de 11 (onze) sous-critères essentiels sur 15 (quinze); 5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ; 6. Non justification d'au moins une (1) référence dans le domaine du suivi et de l'exploitation du Poste de Contrôle de Sécurité (PCS) d'un IGH ou d'un ERP, d'un montant minimum de vingt millions (20 000 000) F CFA ; 7. Absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ; 8. Absence d'un élément de l'offre financière ; 9. Non-conformité du modèle de soumission ; 10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ; 11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.	a. Document relié ; b. Intercalaires couleurs avec sommaire avec pagination cohérente ; c. Une référence avec justificatifs en matière de suivi et d'exploitation d'un PCS dans un Etablissement Recevant du Public (ERP) au cours des trois (3) dernières années (3) d'un montant cumulé supérieur ou égal à vingt millions (20 000 000) F CFA ; d. Une référence avec justificatifs en matière de suivi et d'exploitation d'un PCS d'un Immeuble de Grande Hauteur (IGH) au cours des trois (3) dernières années d'un montant cumulé supérieur ou égal à vingt millions (20 000 000) F CFA ; e. Personnel (huit sous-critères) ; f. Matériel (trois sous critères).

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de Vingt-Quatre (24) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Tranches/Allotissement

Le marché se déroulera en un lot et en deux tranches de douze mois chacune.

16- Attribution

La lettre commande sera attribuée au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualifications technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations**-pendant quatre-vingt-dix (90) *jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations.**

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat de la Direction des Opérations Immobilières de la SNI (porte 802) Immeuble siège SNI, Tél : 222 22 44 22.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 et la Cellule de Lutte Contre la Corruption de la SNI au numéro 222 22 44 22.

Le Directeur Général

La Direction Générale

Mme YAOU Aïssatou

Copies

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM concerné
- Affichage -chrono

Société Nationale d'Investissement du Cameroun
Cameroon National Investment Corporation

Yaoundé, le 24 NOV 2026
Yaounde, on the

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION N°0.../DC/SNI/CIPM/26 FOR THE MONITORING OF THE SNI BUILDING SAFETY CONTROL WORKSTATION FOR FINANCIAL YEARS 2027 & 2028

1. Subject of the Request for Quotation

In connection with the execution of the project in reference, the General Manager of SNI intends to carry out the works described in document 2.2 of the present consultation file.

2. Nature of services

The Services shall consist of performing all tasks relating to the monitoring and operation of SNI's Building's Safety Control Workstation for technical installations, in order to ensure the safety of property and persons during both active and inactive periods.
This mission shall be preceded by a site survey to establish the general condition of the equipment and, accordingly, enforce the instructions set out by the manufacturer or the company responsible for the maintenance of the relevant equipment, in order to ensure:

- the monitoring of all equipment inventoried on site;
- the dissemination of alarms and alerts;
- the logging of cali-out requests in accordance with specific instructions.

3. Participation and origin

The participation in this Request for Quotation is open to all Cameroonian-based enterprises with proven expertise in the domain and meeting the qualification criteria indicated in this Request for Quotation File.

4. Financing

The Services subject of this Request for Quotation shall be financed by SNI budget for financial years 2027 & 2028, Budget Head No 6436503000.

5. Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is offline.

6. Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the secretary of SNI's Real Estate Operations Department (door n°802 SNI building), PO BOX 423 Yaoundé, Tel. n° : 222 22-44-22 Fax n° 222 23 13 32, e-mail : sni@sni.cm as soon as this notice is published.
It may equally be consulted online on the ARMP website (www.armp.cm).

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The consultation file can be obtained from publication date of this notice, during working hours at the secretary of SNI's General Affairs' Department (door n° 129 SNI building) , PO BOX 423 Yaoundé, Tel. n° : 222 22-44-22 Fax n° 222 23 13 32, e-mail : sni@sni.cm, upon presentation of receipt of payment of a non refundable amount of CFA Francs fifty thousands (50 000) deposited into the special account opened for that purpose by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) at the International Bank for Savings and Credit (BICEC).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is CFA F 33 000 000 ATI for a period of twenty- four (24) months.

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed and stamped bid bond of CFA Francs **ONE HUNDRED AND FIFTY THOUSAND (CFA F 150 000)** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer.. **In order to be valid, the bid bond shall be accompanied by the certificate of deposit issued by the Deposits and Consignments Fund.**
A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall be inadmissible.

10-Submission of Quotations

The bids drafted in English or French in seven copies- one original and six copies marked as such and placed in a sealed envelope- should reach the secretary of SNI's Real Estate Operations Department (door n° 802 SNI building), no later than ...17 DEC 2026... **at 2 : 00 pm,** local time, and should be solely labelled :

"Consultation N°006...../DC/SNI/CIPM/26 for the monitoring of the SNI building safety control workstation of the SNI building. To be opened only at tenders opening session".

Bids shall be opened on ...17 DEC 2026..... **at 3 : 00 pm,** local time, by the tender board of the National Investment Corporation (SNI) at the meeting room, door n°721 SNI building.

Bids must be encoded exclusive of value added taxes (EVAT) and all taxes inclusive (ATI) and accompanied by the signed model tender if the bid is chosen.

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.
Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12-Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;

- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13-Evaluation criteria

13.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria include:

1. Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
2. Absence of bid bond;
3. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
4. Lack of justification of at least one (1) reference in the monitoring of safety control workstation during the last three (3) years corresponding to an amount higher or equal to twenty CFA Francs twenty millions (CFA F 20,000,000).
5. Failure to comply with 11 essential criteria of 15 technical bids qualification threshold;
6. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
8. Absence of a quantified unit price in the quotation;
9. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
10. Non-compliance with the submission method;
11. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
12. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

a) Bound document;
b) Colored dividers with a table of contents and consistent pagination;
c) One reference, with supporting documentation, regarding the monitoring and operation of a Safety Coordination Plan (PCS) for a Public-Access Building (ERP) within the last three (3) years, with a cumulative value equal to or greater than twenty million (20,000,000) CFA francs;
d) One reference, with supporting documentation, regarding the monitoring and operation of a Safety Coordination Plan (PCS) for a High-Rise Building (IGH) within the last three (3) years, with a cumulative value equal to or greater than twenty million (20,000,000) CFA francs;
e) Personnel (eight sub-criteria);
f) Equipment (three sub-criteria).

The scoring system to be applied shall be the binary mode (Yes or No).

14 Estimated execution period

The maximum time frame provided for by Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is twenty-four months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

15- Tranches/Allotment

The services are to be executed in a single lot and in two phases of twelve months each.

16-Award

The Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

17. Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their **Quotations** during ninety (90) *days* from the deadline set for the submission of **Quotations.**

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from at the secretary of the SNI's Real Estate Operations Department (door n° 802 SNI building) , PO BOX 423 Yaoundé, Tel. n° : 222 22-44-22 Fax n° 222 23 13 32, e-mail : sni@sni.cm.

19. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP/ARMP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Unit for the Fight Against Corruption of the PO at 222 22 44 22.

La Direction Générale

Le Directeur Général

Mme YAOU Aïssatou

Copies

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson of the TB
- Posting/File